

Reflets

Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire



Entrevue avec Éthel Côté, Directrice générale du Conseil de la coopération de l'Ontario

Donald A. Dennie

Volume 5, Number 1, Spring 1999

Pratiques et développement économique communautaire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/026247ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/026247ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire

ISSN

1203-4576 (print)

1712-8498 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Dennie, D. A. (1999). Entrevue avec Éthel Côté, Directrice générale du Conseil de la coopération de l'Ontario. *Reflets*, 5(1), 18–25.
<https://doi.org/10.7202/026247ar>

Tous droits réservés © Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire, 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Entrevue, avec Éthel Côté

Directrice générale du Conseil de la coopération de l'Ontario

Donald Dennie

Département de Sociologie et d'anthropologie, Université Laurentienne

Reflets: Comment définis-tu le concept de développement économique communautaire?

Éthel Côté: Il existe plusieurs définitions du concept de développement économique communautaire (DÉC). Pour moi, c'est un processus qui amène une communauté à travailler ensemble pour améliorer ses conditions de vie, soit aux niveaux du travail, de l'environnement, de la santé, de la jeunesse, des aînés. Il s'agit vraiment de l'ensemble de la communauté qui travaille à sa prise en charge et non uniquement d'un intervenant ou d'un leader qui travaille pour la communauté.

Reflets: Qu'entends-tu par communauté?

ÉC: Encore là il y a une multitude de définitions. Mais au niveau du DÉC, je pars de la prémisse que les gens peuvent définir la communauté comme ils l'entendent. Ça pourrait être un groupe de femmes francophones de l'Ontario comme ça pourrait être les membres des communautés ethno-culturelles. Idéalement, c'est le plus près possible au niveau local ou régional; mais il peut s'agir de communautés d'intérêt, de communautés territoriales ou géographiques tout autant que des membres d'un quartier à l'intérieur d'une ville ou d'un village.

Reflets: En quoi consisterait «l'économique» dans ta définition du développement économique communautaire?

ÉC: La prise en charge. Pour moi, on ne parle pas seulement d'économie mais d'économie sociale, d'économie solidaire,

d'économie communautaire. On parle d'une communauté qui, pour se prendre en charge, devra investir dans son développement et réaliser des actions. Dans un tel processus, la communauté identifie et priorise ses besoins, identifie les ressources locales nécessaires pour y répondre et évalue leur potentiel de collaboration. Ceci débouche sur des actions qui sont très souvent socio-économiques, même s'il s'agit de domaines comme la santé, les arts ou le patrimoine. C'est un processus de prise en charge, d'investissement financier, économique qui mène à un réel développement.

Reflets : *Est-ce que ça implique la création d'emplois ou de production de biens et de services?*

ÉC: Oui, le développement économique communautaire peut inciter à la création d'emplois à l'échelle locale ou régionale mais il peut aussi permettre la production de biens et l'obtention de services pour répondre à des besoins des communautés. À Noëlville, par exemple, le projet de la Coopérative de santé et de logement de la Rivière-des-Français peut répondre à la problématique des aînés qui quittent le village ainsi qu'à celle du manque d'emplois intéressants pour les jeunes et au manque de services de santé; il s'agit d'un bon exemple de projet socio-économique qui crée des emplois et qui dynamise la communauté tant au niveau social, culturel qu'économique.

Reflets : *Comment est-ce que cela diffère du développement économique traditionnel?*

ÉC: C'est qu'ici, on part de la prémisse que ce ne sont pas seulement des grosses corporations, des entreprises privées qui s'intéressent aux profits, pour appuyer le développement de la société. On croit davantage dans le potentiel de la communauté, que ce soit des gens en situation minoritaire, des gens défavorisés, des gens à faibles ou à moyens revenus et c'est à partir de cela qu'on bâtit. On croit qu'il y a des forces et des ressources dans les communautés qui peuvent être mises à profit pour travailler sur des solutions. Et on croit surtout que ces solutions sont économiques; ça aide à créer des emplois, à trouver des solutions réelles, pratiques, concrètes qui répondent à des vrais besoins au niveau local. On croit vraiment au potentiel des communautés pour réaliser des projets d'ordre socio-économique.

Reflets : Alors dans le développement économique communautaire, la priorité n'est pas nécessairement le profit?

ÉC : La priorité ou l'objectif n'est pas le profit sauf qu'en même temps il faut penser que puisqu'on travaille avec des groupes de gens, des membres de la communauté, il faut s'assurer que le processus soit assez sérieux pour ne pas créer de fausses illusions. Ça doit être des projets rentables, mais cela peut vouloir dire beaucoup de choses. Il ne faut pas que ce soit des projets illusoire; on essaie vraiment de capitaliser sur des projets les plus réalistes possible, qui vont mener à produire de nouvelles connaissances, à acquérir des expertises, à bâtir des forces locales, à créer des emplois ou obtenir des produits et services répondant aux besoins. Mais ce n'est pas le profit qui mène le projet; c'est vraiment le désir fondamental d'améliorer les conditions de vie des gens.

Reflets : Quelles sont, selon toi, les principales difficultés dans la mise en vigueur ou la réalisation de projets de développement économique communautaire?

ÉC : Il y en a plusieurs. D'abord, c'est la méconnaissance du concept de DÉC (et dans les DÉC, on parle aussi de coopératives qui existent depuis 100 à 150 ans comme petites entreprises), puis le manque de ressources réelles pour appuyer les communautés qui veulent initier des projets de DÉC. Donc pour moi, les plus grandes difficultés sont le manque de ressources et le manque de connaissances. Une autre difficulté importante c'est qu'on est toujours à contre-courant d'une économie pure et dure.

Reflets : Quand tu parles de ressources réelles, tu veux dire de l'argent, des personnes engagées?

ÉC : Oui, je parle de personnes, je parle aussi d'argent car en investissant comme il faut, ça peut rapporter beaucoup. Si on regarde dans certains pays ou même plus près de nous, au Québec, on s'aperçoit qu'il y a des programmes nouveaux de développement autant au niveau international, régional que local. Et par l'intermédiaire de ces programmes, les infrastructures communautaires sont créées; on se rend compte que c'est important de se donner un minimum d'infrastructures. Et nous, en Ontario, il faudrait peut-être revoir le concept des infrastructures et des ressources pour reconnaître ce qui existe déjà. Mais il manque de connaissances, d'outils, de

ressources pour appuyer concrètement les communautés dans leurs démarches en DÉC.

Reflets: *Quelle est, selon toi, l'étendue de ce développement économique communautaire en Ontario français et pourrais-tu me citer des projets concrets?*

ÉC: C'est plus impressionnant que je pensais au départ parce que ça fait à peu près un an qu'on parle de créer une synergie économique communautaire. Il y a des gens qui y pensent, qui en parlent, qui ont le goût d'en faire, de s'asseoir à une table et de commencer à parler officieusement de comment on pourrait le faire. On se rend compte qu'il y a beaucoup d'intérêt dans le réseau associatif; il y a beaucoup de groupes de femmes, d'associations de femmes que ce soit l'Union culturelle des Franco-Ontariennes ou la Fédération des femmes canadiennes-françaises, qui ont modifié le mandat de leur organisation pour y intégrer la dimension économique communautaire, pour appuyer les femmes dans leur prise en charge économique, pour viser l'autonomie financière des femmes. Il y aussi beaucoup d'autres genres d'organismes; présentement il y a environ quatre ou cinq Associations canadiennes françaises de l'Ontario régionales (ACFO) qui ont révisé leur mandat afin de se donner le double objectif de défendre les intérêts de la francophonie tout en appuyant le développement économique communautaire, que ce soit à Sault Ste-Marie, Kapuskasing, New Liskeard, dans la région de Prescott-Russell ou à Cornwall. Donc il y a des ACFO qui sont en train de produire des choses dans ce domaine. Il y a aussi des sous-composantes de Partir d'un bon pas — Better Beginnings comme à Cornwall où on a créé un Partir d'un bon pas communautaire pour que les membres de la communauté investissent dans ce genre d'approche-là. Et à Cornwall le Better Beginnings communautaire a comme mandat d'appuyer le développement économique communautaire local; on appuie des démarches au niveau de l'environnement, de la création d'emplois visant l'intégration des jeunes. Puis ça continue; il y a des écoles secondaires qui maintenant s'éveillent à la problématique de la création d'emplois et de la pauvreté chez les jeunes. Certaines écoles ont des projets pilotes pour que les jeunes se créent des emplois d'été ou même des emplois saisonniers

où on marie la question de l'expérience aux matières scolaires. Donc tout en faisant leur plan d'affaires, en décidant du genre de produits et de services qu'ils peuvent offrir à la communauté pour générer des revenus, les jeunes agissent aussi dans une perspective de réalisation d'un projet collectif et par conséquent de développement économique communautaire. La liste devient de plus en plus longue. Présentement, il y a une vingtaine de projets de coopératives en développement un peu partout en Ontario que ce soit à Thunder Bay ou à Noëlville. Il y a à peu près 10 projets dans la région d'Ottawa dont plusieurs avec les communautés ethnoculturelles. Ça leur parle beaucoup; l'économie, ils la voient dans une approche collective, de travailler avec les membres de leur communauté pour améliorer leurs conditions de vie et les appuyer dans leur intégration au Canada. Je pourrais continuer encore pendant longtemps. La liste est très longue.

Le travail qui se fait, certaines graines qui ont été semées dans le cadre du forum de DÉC à Ottawa il y a six ans ainsi que dans les forums du Nord, organisés par le Conseil de coopération de l'Ontario (CCO) à Kapuskasing, à Timmins, Sudbury et Thunder Bay, commencent à donner des résultats. Le CCO a donné des ateliers dans le cadre de la conférence de la fondation Trillium à Toronto; et là il y a d'autres intervenants à cette table qui ont identifié plusieurs initiatives, partout en province. Comme je l'ai dit tantôt, la liste est quand même impressionnante.

Reflets: *Le DÉC, selon toi, est-il propice à une situation minoritaire ou à aider les gens dans une situation marginalisée à s'en sortir?*

ÉC: Assurément. Dans la définition du DÉC, on parle d'initiatives surtout pour les personnes laissées pour compte dans notre société. C'est sûr que le DÉC peut prendre une grande place dans la communauté francophone de l'Ontario, qui a un réseau associatif assez impressionnant, qui a décidé depuis une centaine d'années de se donner des infrastructures pour continuer à développer sa culture et son patrimoine en français, qui continue de s'impliquer au niveau de la langue dans les écoles primaires, secondaires, les collèges. C'est sûr qu'en reliant le communautaire à l'économique, cette approche vient plus nous chercher et assurera sans doute notre survie et notre épanouissement.

Reflets : *Qu'est-ce que le CCO et comment s'insère-t-il dans ce mouvement du DÉC?*

ÉC: Le CCO est un organisme provincial qui a comme mandat de favoriser la prise en charge sociale et économique de la communauté francophone de l'Ontario par le biais de la coopération. On offre, dans le cadre de ce mandat, des services d'information, de formation, de recherche et aussi d'intervention socio-économique. L'ensemble de notre travail, compte tenu que nous appuyons la prise en charge par la communauté, ne se fait pas à l'échelle provinciale mais aux niveaux local et régional. Ce sont des actions concrètes de formation, d'information et d'assistance technique qui se font sur le terrain, dans les communautés. Les actions du CCO s'inscrivent très bien dans une philosophie de DÉC; c'est que notre approche en développement, qui a été validée et documentée à travers les différentes initiatives qu'on a appuyées, porte fruit directement dans les communautés. On met à profit ces expériences-là avec tous les groupes avec lesquels on est appelés à travailler. Donc dans ce processus de développement global, on a le souci de ne pas créer de dépendance mais on établit un cadre d'accompagnement dans lequel une formation sur mesure est offerte. Il s'agit d'une formation professionnelle qui vise à amener les gens à faire toute leur recherche-action, leur diagnostic local, l'identification des besoins, des défis, des opportunités, des enjeux. Après ça on les amène à traduire tout ça en une variété de projets concrets au niveau local. Par des exercices de priorisation, les communautés choisissent le ou les projets les plus rassembleurs, répondant aux besoins les plus urgents.

Reflets : *Est-ce que tu pourrais citer des projets avec lesquels vous avez été ou êtes toujours impliqués?*

ÉC: On a été impliqué avec la Coopérative du Collège Boréal qui est une première du genre en Ontario; il s'agit d'une coopérative à partenaires multiples, en milieu postsecondaire. Nous travaillons avec la Coopérative de santé et de logement de la Rivière-des-Français, avec la Coopérative de travail Ergon, avec la Coopérative Convergences, avec la jeune coopérative en technologie Webco, avec des coopératives jumelant le travail et les services en

consommation, que ce soit la Coopérative d'alimentation internationale ou la Coopérative Tropicale. Depuis trois ans, il y en a vraiment une liste très longue et ce sont principalement des projets de création d'emplois ou de services, des services en français qui étaient absents jusque là dans la communauté.

Reflets: *Est-ce que le CCO est devenu un peu le centre d'animation du DÉC en Ontario français?*

ÉC: Il est vrai qu'on en aurait besoin d'un. Le CCO joue présentement un certain rôle de leader dans le domaine; il est à noter qu'il est le seul interlocuteur présentement au niveau provincial. Nous défendons et faisons la promotion de ce dossier à différents endroits. On espère ne pas être les seuls à ce niveau-là car répondre au mandat de développement coopératif serait déjà une tâche énorme; le CCO aurait amplement de travail. Enfin, juste sur ce dossier, le développement économique communautaire, pour moi, c'est synonyme d'appui à des démarches collectives. À ce moment-ci, quand il y a des démarches en DÉC, nous sommes souvent impliqués; mais il y aurait de la place pour une variété d'autres joueurs qui pourraient se regrouper dans une infrastructure flexible que nous tendons à appeler la Synergie économique communautaire, une infrastructure ouverte, inclusive, qui pourrait vraiment nourrir toute la dynamique qui est en train de s'installer en Ontario français.

Reflets: *Un mot de la fin, peut-être?*

ÉC: Le plus grand souhait que je formule, c'est qu'il y ait beaucoup d'intérêt pour le concept de développement ou de synergie économique communautaire, soit de façon officielle ou officieuse. Il faudrait amener les gens qui y rêvent, qui en font un peu, qui aimeraient en faire plus, mais pas le monde qui se dit qu'il y aurait peut-être de l'argent là-dedans. Si on avait les ressources pour inviter ces gens-là à une session de travail, on se donnerait un plan d'action. Je pense que ce serait une avenue très importante et très intéressante. Je sens, en Ontario français, un désir de partager, de découvrir et d'acquérir des connaissances et des ressources. Je pense qu'on se rendrait compte qu'on part déjà d'expériences très enrichissantes qui se passent en DÉC chez nous et qu'on pourrait capitaliser sur ces expériences-là pour bâtir un plan de

développement. Ça nous permettrait de nous outiller pour voir comment les francophones investissent dans leurs communautés, pour se donner des moyens de préserver nos acquis et de bâtir des communautés fortes et en santé.

Reflets : *Merci beaucoup.*